



## Conseil économique et social

Distr. générale  
26 avril 2022  
Français  
Original : anglais et espagnol

---

### **Forum politique de haut niveau pour le développement durable**

Organisé sous les auspices du Conseil  
économique et social

5-7 et 11-15 juillet 2022

**Reconstruire en mieux après la pandémie  
de maladie à coronavirus 2019 (COVID-19),  
tout en avançant sur la voie d'une mise en œuvre  
intégrale du Programme de développement  
durable à l'horizon 2030**

### **Contribution régionale à la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 en Amérique latine et dans les Caraïbes**

#### **Note du Secrétariat**

Par la présente, le Secrétariat transmet au Forum politique de haut niveau pour le développement durable la contribution de la cinquième réunion du Forum des pays d'Amérique latine et des Caraïbes sur le développement durable, tenue à San José du 7 au 9 mars 2022.



## **Contribution régionale à la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 en Amérique latine et dans les Caraïbes**

[Original : anglais et espagnol]

### *Résumé*

La cinquième réunion du Forum des pays d'Amérique latine et des Caraïbes sur le développement durable s'est tenue à San José du 7 au 9 mars 2022, sous la présidence du Gouvernement costaricien et sous les auspices de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC). Elle était ouverte aux États membres du Forum, aux membres associés de la CEPALC, aux observateurs, aux fonds, programmes et institutions spécialisées des Nations Unies, aux coordonnateurs résidents des Nations Unies, aux organisations intergouvernementales régionales et sous-régionales, aux institutions financières internationales, au milieu universitaire, au secteur privé et à la société civile.

La réunion a été l'occasion de présenter le document préparé par le secrétariat intitulé « A decade of action for a change of era » (Une décennie d'action pour un changement d'ère), le cinquième rapport sur les progrès accomplis et les difficultés rencontrées au niveau régional en relation avec le Programme de développement durable à l'horizon 2030 en Amérique latine et dans les Caraïbes ; un dialogue de haut niveau portant sur un programme de financement novateur pour la relance ; une discussion sur la commémoration de la Journée internationale des femmes ; des tables rondes sur le développement en transition vers une coopération internationale renouvelée pour le développement ; un suivi statistique, quantitatif et territorial des objectifs de développement durable ; les catastrophes naturelles et l'asymétrie des changements climatiques dans les Caraïbes ; la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité pour une relance durable : défis et opportunités pour l'Amérique latine et les Caraïbes ; l'éducation et l'égalité des genres : les droits humains au cœur du Programme de développement durable à l'horizon 2030 ; ainsi qu'une session d'apprentissage entre pairs intitulée « Reconstruire en mieux après la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), tout en avançant sur la voie d'une mise en œuvre intégrale du Programme de développement durable à l'horizon 2030 ». La contribution du système de développement durable des Nations Unies en Amérique latine et dans les Caraïbes a également été abordée lors de la réunion.

Des conclusions et recommandations arrêtées au niveau intergouvernemental lors de la cinquième réunion du Forum des pays d'Amérique latine et des Caraïbes sur le développement durable ont été adoptées.

Le présent rapport est fondé sur le résumé établi par la présidence de la cinquième réunion du Forum.

## Introduction

1. La cinquième réunion du Forum des pays d'Amérique latine et des Caraïbes sur le développement durable s'est tenue du 7 au 9 mars 2022 à San José, sous la présidence du Gouvernement costaricien et sous les auspices de la CEPALC. Elle était ouverte aux États membres du Forum, aux membres associés de la CEPALC, aux observateurs, aux fonds, programmes et institutions spécialisées des Nations Unies, aux coordonnatrices et coordonnateurs résidents des Nations Unies, aux organisations intergouvernementales régionales et sous-régionales, aux institutions financières internationales, au milieu universitaire, au secteur privé et à la société civile. La réunion a compté sur une forte participation de toutes les parties prenantes concernées : un total de 1 243 participants (664 en présentiel et 554 via Zoom)<sup>1</sup>.

2. Les préparatifs du Forum ont notamment comporté une réunion de la société civile d'Amérique latine et des Caraïbes (6 mars) sur le thème « Les dialogues sociaux en tant qu'instrument de conception, de mise en œuvre et de suivi des politiques de relance inclusives et durables », un atelier régional sur les examens nationaux volontaires, organisé par la CEPALC en collaboration avec le Département des affaires économiques et sociales (DESA), le Forum du monde des affaires sur les objectifs de développement durable en Amérique latine et aux Caraïbes en 2022, organisé en collaboration avec le Pacte mondial des Nations Unies, ainsi que 26 manifestations parallèles.

3. Les réunions annuelles tenues par la Vice-Secrétaire générale en sa qualité de Présidente de la Plateforme de collaboration régionale pour l'Amérique latine et les Caraïbes, ainsi qu'une réunion tenue entre la Vice-Secrétaire générale et l'ensemble des coordonnatrices et coordonnateurs résidents des Nations Unies dans la région, ont également été organisées dans le cadre du Forum.

4. Lors de la séance d'ouverture, modérée par Rodolfo Solano Quirós, Ministre des relations extérieures et des cultes du Costa Rica, pays assurant la présidence de la CEPALC, Alicia Bárcena, Secrétaire exécutive de la CEPALC, Amina Mohammed, Vice-Secrétaire générale de l'Organisation des Nations Unies et Carlos Alvarado, président du Costa Rica, ont fait des déclarations.

5. Le Ministre des relations extérieures et des cultes du Costa Rica a déclaré que, dans le contexte actuel, cette réunion du Forum devait représenter un point de départ pour atteindre les objectifs du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Il a passé en revue les jalons des deux dernières années pendant lesquelles le Costa Rica a assuré la présidence : écoute et dialogue permanents ; rapprochement avec les membres associés ; attention particulière à la sous-région des Caraïbes, afin de sensibiliser à ses priorités et ses caractéristiques spécifiques ; transformation du Comité de coopération Sud-Sud en une conférence régionale ; et promotion d'une relance basée sur un programme novateur, qui appelle à la création de mécanismes novateurs afin de faciliter l'accès aux financements nécessaires pour les pays à revenu intermédiaire. Le modérateur a appelé à canaliser les discussions de la réunion vers des actions spécifiques qui amélioreraient considérablement la qualité de vie de la population.

6. La Secrétaire exécutive de la CEPALC a indiqué qu'après quelques années difficiles, une réunion en personne pourrait avoir lieu une fois de plus, malgré la crise en cours provoquée par la pandémie et ses répercussions sanitaires, sociales, environnementales, économiques et politiques, qui continuent d'affecter le monde et notamment cette région. Elle a déclaré que face à l'incertitude mondiale, le Forum se révélait une fois de plus être un espace de rencontre indispensable pour répondre au

<sup>1</sup> Les femmes représentaient 55 % des participants.

besoin urgent d'un multilatéralisme efficace soutenant l'intégration et la coopération régionales. La CEPALC s'est félicitée de la tenue de cette cinquième réunion pour entendre les enseignements tirés de la pandémie, les difficultés rencontrées pendant cette période, ainsi que les réflexions sur la relance et la mise en œuvre du Programme 2030, non seulement de la part des autorités, mais aussi de la société civile et du secteur privé.

7. La Vice-Secrétaire générale de l'Organisation a déclaré que l'économie mondiale n'était pas encore remise des ravages provoqués par la COVID-19 et que la situation avait été ébranlée par le conflit en Ukraine, ainsi que la dynamique géopolitique globale conséquente, qui pourrait menacer les perspectives de relance. La région a été la plus touchée par la COVID-19 et présentait de nombreux défis structurels, notamment dans les Caraïbes, déjà vulnérables aux crises. La réalisation des objectifs de développement durable ne sera pas chose aisée et pour se remettre sur la bonne voie, des changements de politique alignés sur le Programme 2030, ainsi que des institutions et une gouvernance solides pour une croissance inclusive et durable, seront nécessaires. L'initiative du Secrétaire général, Notre programme commun, a mis en place des actions, et le Forum devrait être l'occasion de tracer la voie vers le développement. Cinq priorités pourraient alimenter les discussions : i) renforcer la résilience à la pandémie et se préparer pour l'avenir (systèmes de santé plus solides, investissement dans les soins de santé primaires, production de vaccins) ; ii) augmenter et accélérer les investissements dans la protection des populations et des écosystèmes en première ligne de la crise climatique, notamment dans les Caraïbes, grâce à une coopération avec les pays à revenu intermédiaire afin de redistribuer les liquidités, ainsi qu'une réforme de l'architecture de la dette mondiale et un soutien aux instruments novateurs de remboursement de la dette ; iii) renforcer les transitions équitables en matière de desserte numérique (la transition numérique doit devenir un moteur d'inclusion), d'énergie (une transition juste vers les énergies renouvelables est indispensable) et de systèmes alimentaires (la région pourrait ouvrir la voie pour instaurer des systèmes alimentaires durables et résilients) ; iv) rebondir après les pertes d'apprentissage induites par la pandémie afin de réinventer l'avenir de l'enseignement ; and v) accélérer l'égalité des genres et la transformation économique.

8. Le président du Costa Rica a déclaré qu'une rencontre en personne avec de nombreux représentants d'Amérique latine et des Caraïbes, amis et partenaires de la région, était une formidable opportunité. Il a également encouragé les participants à réfléchir à leur contribution stratégique au Forum. En période de guerre, d'incertitude et de désespoir, telle que le tournant auquel se trouvait l'humanité, la voie du courage et de l'audace permettant d'assurer le bien-être de la population était la voie de la paix. Les événements de ces dernières années, notamment la pandémie, ont prouvé l'interdépendance du monde. Il était impossible de survivre seul, ou d'être en sécurité, à moins que nous nous sauvions tous ensemble. Le meilleur moyen pour bâtir un monde plus juste était de faire preuve de solidarité. La relance économique, la lutte contre les changements climatiques, la satisfaction des besoins sanitaires et le respect des droits de l'homme ont dû rester les lignes d'action prioritaires des gouvernements d'Amérique latine et des Caraïbes. L'appel à un nouveau pacte mondial était plus vibrant que jamais ; une réponse unifiée à la hauteur de l'ampleur des défis communs. Des solutions et des réponses ont dû être trouvées par tous, de manière multilatérale, grâce à une architecture internationale favorisant la paix, le développement durable et le respect des droits humains pour tous, en particulier les plus vulnérables. Des asymétries ont pourtant existé entre les pays et à l'intérieur de ceux-ci. L'inégalité, qui érode les nations et dissout les tissus sociaux, devait être combattue. Les pays de la région ont vu leur marge de manœuvre budgétaire diminuer, ont souffert de niveaux d'endettement élevés et ont été confrontés au dilemme constant du financement du

développement. En outre, la principale menace à laquelle le monde a fait face était la destruction de la planète par les êtres humains, le déclin de la biodiversité et la désertification des zones arables. Toutefois, même avant le conflit en cours en Europe, les niveaux d'investissement dans l'armement avaient de nouveau dépassé ceux de la guerre froide. Pourquoi des millions ont-ils été dépensés pour financer des armes et non pour surmonter les principaux défis de l'humanité ? Il était nécessaire d'apporter des réponses précises ; le Forum devrait permettre de formuler des propositions pour résoudre toutes ces problématiques. Il était important de supprimer les critères unidimensionnels de compréhension de la réalité. Les critères de classification basés uniquement sur le revenu ont négligé les besoins de la plupart des pays du monde et de leurs populations les plus vulnérables. Les économies centrées sur le moment présent avaient mené à des solutions simples et unidirectionnelles, mais la réalité était complexe, et le fait de comprendre et d'accepter la complexité était porteur de changement. Ce fut un honneur pour le Costa Rica de présider la CEPALC, sur la base d'un programme novateur de financement du développement et de la relance en Amérique latine et dans les Caraïbes, avec des propositions spécifiques au-delà des évaluations et des études et capables d'avoir des répercussions réelles. Grâce aux contributions techniques de la CEPALC et aux discussions intergouvernementales des derniers mois, nous disposons d'une panoplie de méthodes comprenant des propositions dans des domaines tels que les stratégies fiscales nationales, l'expansion et la remise en circulation des droits de tirage spéciaux, les échanges dette/nature, les échanges dette/protection sociale, la création d'une agence multilatérale de notation du crédit et de nouveaux fonds multilatéraux financés par les pays développés, comme le Fonds pour l'atténuation des retombées économiques de la COVID-19 (FACE) proposé par le Costa Rica.

### **Présentation du document intitulé « A decade of action for a change of era »**

9. Lors de la présentation du document intitulé « A decade of action for a change of era » (Une décennie d'action pour un changement d'ère), cinquième rapport sur les progrès accomplis et les difficultés rencontrées dans l'application du Programme de développement durable à l'horizon 2030 en Amérique latine et dans les Caraïbes<sup>2</sup>, la Secrétaire exécutive de la CEPALC a souligné plusieurs messages clés, tels que les asymétries mondiales croissantes entre pays développés et pays en développement (écarts économiques, sanitaires, climatiques et de réponse aux crises), le fait que la région ait été la plus touchée par la pandémie de COVID-19 et le rôle central de l'État dans la prise en charge des coûts économiques et sociaux de la crise. Elle a également attiré l'attention sur les inégalités d'accès aux vaccins dans la région et a déclaré que l'aspect le plus inquiétant de la relance, qui fournissait par ailleurs une occasion historique de forger un nouveau pacte social offrant protection, certitude et confiance, est qu'elle suit un modèle de développement dont les limites structurelles ont déjà été démontrées. L'Amérique latine et les Caraïbes ont été confrontées à trois crises silencieuses : i) la perte de plus d'une année de scolarité en classe pour une génération entière d'élèves ; ii) l'augmentation de la violence fondée sur le genre et la répartition inégale entre les genres des responsabilités de soins ; et iii) l'accentuation du déclin de la biodiversité marine et terrestre en raison d'activités illégales, souvent associées à des assassinats de défenseurs de l'environnement. Le rapport a examiné les questions de la dette, de l'inflation, de l'augmentation de la pauvreté et de l'extrême pauvreté, ainsi que de l'aggravation des inégalités de genre. Il a permis d'analyser

<sup>2</sup> CEPALC, *A decade of action for a change of era* (LC/FDS.5/3) [en ligne] [https://repositorio.cepal.org/bitstream/handle/11362/47746/S2100984\\_fr.pdf?sequence=4&isAllowed=y](https://repositorio.cepal.org/bitstream/handle/11362/47746/S2100984_fr.pdf?sequence=4&isAllowed=y).

des tendances dans les indicateurs des objectifs de développement durable, avec une attention particulière portée aux questions liées à l'éducation, à l'égalité des genres, à la société de services à la personne, à la biodiversité et aux progrès institutionnels concernant les moyens de mise en œuvre du Programme 2030.

10. Le document a été commenté par Carlos Alvarado, président du Costa Rica, Mariana Mazzucato, économiste et professeure à l'Institute for Innovation and Public Purpose (IIPP) de l'University College London (UCL), et Enrique Iglesias, ancien Secrétaire exécutif de la CEPALC.

11. Le président du Costa Rica a déclaré que le document présenté par la CEPALC était une contribution d'importance capitale pour la recherche conjointe de solutions, afin de faire face à la conjoncture critique actuelle et de tracer l'avenir du développement durable et du bien-être. Le rapport a confirmé que les répercussions néfastes de la crise de la COVID-19 ont été exacerbées par des niveaux soutenus d'inégalité structurelle. Il a également abordé, sous différents angles et dimensions, les lourdes conséquences que les pays ont continué de subir en raison de la pandémie. Pour une véritable relance et une réelle reconstruction, les investissements devaient devenir systématiques, s'aligner sur les objectifs de développement durable et tenir compte de la nécessité de s'adapter aux changements climatiques et d'en atténuer les effets. Le rapport était un appel clair à l'action pour éviter de compromettre l'avenir des générations actuelles et futures. Un meilleur accès au financement et à la coopération internationale était nécessaire, car ces deux aspects étaient essentiels pour une transition vers un modèle de développement plus durable. Le Costa Rica devait ratifier l'Accord d'Escazú et son gouvernement a lancé plusieurs initiatives, comme le fonds FACE, ainsi qu'une coopération avec les gouvernements locaux pour territorialiser le Programme 2030. Il est nécessaire d'engager une discussion sur la société de services à la personne dans une perspective fondée sur les droits et une approche plus égalitaire des tâches domestiques et de soins. La région devait également passer d'une culture de privilèges à une société de services à la personne. Un changement de cap s'imposait pour évoluer vers une nouvelle norme égalitaire, durable, inclusive, innovante, verte et décarbonée.

12. L'économiste et professeure à l'Institute for Innovation and Public Purpose (IIPP) de l'University College London (UCL) a déclaré que les conséquences de la COVID-19 (telles que la perte d'une année de scolarité pour une génération entière, l'infodémie, le manque d'investissement, le sous-financement des soins de santé, l'apartheid vaccinal et l'accaparement des vaccins, le manque de capacité de production de vaccins dans de nombreux pays en développement en raison de la mauvaise structuration intentionnelle des droits de propriété intellectuelle au niveau mondial) étaient autant d'indicateurs de l'incapacité à gouverner les systèmes économiques, l'innovation et le développement dans l'intérêt et le bien communs. Il était nécessaire de repenser le fonctionnement de l'économie et du capitalisme. Les problématiques existantes étaient les résultats d'une gouvernance problématique des institutions des secteurs public, privé et tertiaire et des rapports entre elles. Quatre grands changements étaient nécessaires : i) changer le sens de la croissance, en passant d'une uniformisation de la croissance à une bascule vers une croissance innovante, inclusive et durable, avec une conception proactive des politiques, afin de les libérer du concept de correction des défaillances du marché ; ii) concevoir une stratégie industrielle, avec une politique innovante, des budgets d'approvisionnement comme instruments novateurs dynamiques pour attirer des solutions ascendantes, car il ne s'agissait pas uniquement de dresser une liste des secteurs en difficulté et de distribuer des fonds, puisque tous les secteurs devaient collaborer différemment ; iii) augmenter le financement et les liquidités, en orientant les banques publiques comme CARIBANK en ce sens. Les pays devaient se détourner des déficits et stimuler les investissements publics et privés et l'innovation, dont l'effet

multiplicateur permettrait de maîtriser les ratios dette/PIB dans le bilan ; et iv) investir dans les capacités dynamiques des institutions. Il était nécessaire de réduire l'externalisation des capacités et d'augmenter l'investissement à l'étranger, afin de permettre aux institutions publiques de devenir plus flexibles et plus agiles. Concernant les partenariats public-privé, le terme « partenariat » était plus symbolique que normatif.

13. L'ancien Secrétaire exécutif de la CEPALC a souligné cinq points : i) la préparation rigoureuse par la CEPALC du rapport, qui reflétait très clairement le travail de l'institution ; ii) la nécessité de reconnaître qu'au cours des 75 dernières années, des progrès technologiques importants avaient été réalisés en matière de systèmes de production et de communications ; iii) l'aggravation des inégalités et l'inefficacité totale avec laquelle les opportunités ont été réparties dans le monde ; la contribution importante du système des Nations Unies à l'intégration dans le débat public du concept de solidarité, de l'engagement de la société envers les plus démunis qui doivent être soutenus ; le monde était encore incapable de surmonter les conflits entre les origines, les religions et les nationalismes, et se devait à l'histoire de restaurer la paix pour l'humanité ; iv) la prise en compte dans la croissance du concept d'interaction (par exemple, la présence de millions d'entreprises à travers le monde, où tout était le résultat d'une combinaison de tout) ; et v) le concept de changement d'époque : dans l'histoire de l'humanité, de tels changements avaient toujours été accompagnés de chocs et de violence, et il était nécessaire d'en tenir compte. La paix était la priorité absolue et devrait être le grand objectif guidant le monde vers son avenir, mais cet engagement ne devait pas être placé uniquement entre les mains des politiciens, car la société dans son ensemble devait s'en emparer.

14. Les Ministres des affaires étrangères et les autorités de haut rang d'Antigua-et-Barbuda, de l'Argentine, de l'État plurinational de Bolivie, du Brésil, du Chili, de la Colombie, de Cuba, de la République dominicaine, du Salvador, du Guatemala, de la Guyane, du Honduras, du Mexique, du Panama, du Paraguay, du Pérou, de Saint-Vincent-et-les-Grenadines, de l'Uruguay et de la République bolivarienne du Venezuela ont fait des déclarations. Au cours de la session modérée par la Ministre de la planification nationale et de la politique économique du Costa Rica, les représentants ont convenu de la nécessité de transformer le tissu productif et de combler les écarts de productivité sur la base de la quatrième révolution industrielle, afin d'insuffler une direction et une intention au développement durable de la région. Les économies devaient être plus résilientes et réduire leurs émissions, mais aussi favoriser l'inclusion en développant des emplois verts, bleus et orange, avec un rôle de premier plan confié aux femmes et aux jeunes générations. Une nouvelle architecture de la protection sociale était également nécessaire, avec de nouveaux instruments financiers et une nouvelle manière de coopérer et de communiquer les uns avec les autres ; une vision transformatrice de la région.

15. Dans son allocution de clôture, la Secrétaire exécutive de la CEPALC a déclaré que la Commission avait travaillé en étroite collaboration avec les gouvernements de la région, en encourageant l'intégration régionale et le régionalisme ouvert, afin de formuler des propositions pour relever des défis tels que la migration, les changements climatiques, l'autonomie sanitaire et la souveraineté alimentaire. Cinq initiatives étaient à noter : le *Plan de développement global pour El Salvador, le Guatemala, le Honduras et le Mexique du Sud-Est*, le *Plan d'autonomie sanitaire en Amérique latine et dans les Caraïbes : lignes d'action et propositions*, l'initiative dite « Les Caraïbes d'abord » (El Caribe primero), l'initiative pour le financement du développement dans une perspective régionale menée par le Secrétaire général, le Canada et la Jamaïque et l'Accord d'Escazú. Elle a mis l'accent sur cinq messages clés d'espoir : l'importance de continuer à mettre la priorité sur l'égalité ; l'importance de la durabilité environnementale comme élément des stratégies de



développement et non comme externalité ; l'importance du rôle de l'État et des politiques en tant qu'instruments de distribution ; l'urgence d'une plus grande intégration régionale pour participer d'une seule voix au multilatéralisme ; le caractère central de l'égalité des genres et de l'autonomie des femmes, pour évoluer vers une société de services à la personne.

### **Dialogue de haut niveau au sujet d'un programme de financement novateur pour la relance**

16. Dans son allocution d'ouverture, le Ministre des relations extérieures et des cultes du Costa Rica a indiqué que la réunion était l'occasion de passer des paroles aux actes pour ce qui était du financement de la relance. Le fait que les gouvernements eux-mêmes possédaient des organisations financières multilatérales avait entravé le dialogue. Les Ministres des finances, qui influençaient les banques, devaient être ouverts à ces discussions. Il a remercié les représentants des banques de développement régionales et internationales de leur présence et de leur participation, et les a invités à faire preuve de créativité et d'innovation.

17. La session, intitulée « Contributions au programme de financement novateur pour la relance : la perspective des banques de développement régionales et internationales », était modérée par le Ministre des relations extérieures et des cultes du Costa Rica. Il a déclaré que les gouvernements de la région avaient une capacité limitée à obtenir des ressources pour répondre de manière adéquate à la crise sanitaire, économique et des droits humains provoquée par la pandémie, en raison de plusieurs facteurs sous-jacents : des niveaux élevés de dette et des ressources détournées au service de la dette ; la réduction de la marge de manœuvre budgétaire de la région, exacerbée par la baisse des recettes et par des besoins plus criants ; les répercussions de la pandémie sur le tourisme et le défi pour les pays à revenu intermédiaire, y compris les pays à revenu moyen supérieur, d'accéder au financement et aux formes traditionnelles de coopération. Le PIB par habitant n'était pas un outil suffisant pour évaluer les progrès des pays ; un outil multidimensionnel reflétant correctement le développement socioéconomique et les particularités de chaque pays était nécessaire. Le rapport spécial COVID-19 « Un programme de financement novateur du développement et de la relance en Amérique latine et dans les Caraïbes »<sup>3</sup> a proposé des mesures politiques spécifiques pour générer des retombées directes sur les populations de la région.

18. Les experts prenant part au dialogue ont abordé les principaux aspects permettant d'améliorer la capacité d'accès et de mobilisation des financements : i) des mesures visant à accroître les liquidités et à les redistribuer des pays développés vers les pays en développement, sans exclure les pays à revenu intermédiaire, qui n'ont généralement pas accès aux financements concessionnels ; ii) des actions visant à faciliter l'accès à de nouvelles sources de financement, telles que les obligations vertes et les obligations liées aux objectifs de développement durable, pour les pays de la région ; iii) les stratégies nécessaires pour renforcer la coopération régionale, améliorer la capacité de prêt et d'intervention des institutions financières régionales, sous-régionales et nationales, et approfondir leur coopération ; iv) le rôle des banques nationales de développement dans la mobilisation des ressources pour le développement durable ; v) des stratégies régionales visant à accroître les recettes publiques en réduisant la fraude fiscale et en renforçant la progressivité des structures fiscales, ainsi que le rôle des accords mondiaux sur les taux d'imposition et la transparence fiscale et financière, pour soutenir la capacité des pays à accroître leurs recettes fiscales ; et vi) dans le contexte de pandémie, les actions requises de la part

<sup>3</sup> Voir [en ligne] [https://repositorio.cepal.org/bitstream/handle/11362/47490/3/S2100627\\_en.pdf](https://repositorio.cepal.org/bitstream/handle/11362/47490/3/S2100627_en.pdf).



des banques de développement pour répondre aux besoins des pays d'Amérique latine et des Caraïbes (dont la plupart sont des pays à revenu intermédiaire) en termes d'accès aux ressources et aux mécanismes financiers afin de soutenir les efforts de développement de la région.

19. Un dialogue interactif, animé par la Secrétaire générale de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), a fait suite aux déclarations et présentations des représentants des institutions financières internationales et des banques de développement. La modératrice a mis en avant quelques propositions : recouvrer le rôle des Nations Unies et défendre l'importance du programme des pays en développement dans les discussions portant sur l'architecture financière internationale ; ne pas laisser le conflit en Europe détourner l'attention des questions de développement et des objectifs de développement durable, qui sont fondamentaux pour les pays en développement, et soutenir le programme de la Secrétaire générale pour des mesures au-delà du PIB. Elle a déclaré que de mauvaises mesures continueraient à entraîner de mauvaises décisions ; si deux décennies de progrès dans la région ont été annihilées en 10 mois de pandémie, c'est que de mauvaises mesures ont été prises. Il était nécessaire de disposer de nouveaux instruments, d'obligations de genre, vertes et bleues et que toutes soient transparentes et fassent l'objet de rapports et de vérifications, afin d'obtenir les résultats escomptés de ces instruments novateurs.

20. En conclusion, le chef de la Division du développement économique de la CEPALC a évoqué les besoins et les défis de financement des pays d'Amérique latine et des Caraïbes pour l'avenir. La région se trouvait déjà dans un piège de croissance avant la pandémie : avant 2019, elle connaissait un taux de croissance très faible et depuis, la pandémie a entraîné la pire contraction de son économie des 100 dernières années. Une reprise a été constatée en 2021, et un ralentissement était attendu pour 2022. La conséquence en serait une nouvelle décennie de croissance perdue. Le principal défi consistait donc à stimuler une croissance plus verte, durable sur le plan environnemental et inclusive, ce qui nécessitait de transformer les structures de production et les bouquets énergétiques des pays, mais aussi de déployer d'importants efforts d'investissement. Avec une croissance faible et une situation macroéconomique de plus en plus complexe, les besoins de financement augmentaient de façon spectaculaire et la capacité de la région à mobiliser des ressources était essentielle pour parvenir à une relance porteuse de changement. Il a souligné trois points en particulier : i) la nécessité de modifier l'architecture financière mondiale (les systèmes financiers devaient revenir à leur fonction de base, à savoir le financement de l'investissement et non la spéculation financière) ; ii) le développement d'instruments de financement novateurs (émission de nouveaux types d'obligations et création de nouvelles méthodologies ou stratégies) et iii) la nécessité d'une coordination et d'une coopération entre les banques mondiales, régionales et nationales (une séparation était perçue entre elles et une meilleure harmonisation était nécessaire pour mobiliser davantage de ressources).

## **Commémoration de la Journée internationale des femmes**

21. La séance était modérée par la Directrice régionale pour les Amériques et les Caraïbes de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes). Les intervenantes étaient la Secrétaire exécutive de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), la Vice-Présidente de la République du Costa Rica, la Ministre des affaires étrangères de la République du Panama, la Directrice du Bureau régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), la Secrétaire générale de la Communauté des Caraïbes (CARICOM), ainsi que Shi Alarcón, représentante de Vecinas Feministas por la Justicia Sexual y Reproductiva en América

Latina et membre du groupe LGBTQI+ du mécanisme de participation de la société civile au programme de développement durable et aux travaux du Forum, Rosa Adriana López Carrillo, représentante de RedTraSex en République du Guatemala et point focal du mécanisme de participation de la société civile au programme de développement durable et aux travaux du Forum, la Ministre des femmes, du genre et de la diversité de la République argentine et la Vice-Secrétaire générale de l'Organisation.

22. La modératrice a déclaré que sans les femmes, il ne pouvait y avoir de progrès dans le monde ou de reprise économique. L'objectif de cette séance était donc d'explorer les possibilités d'améliorer la reconnaissance et le respect des droits des femmes, et de les placer au centre de la reprise. La modératrice a également plaidé pour une plus grande participation des femmes dans le système judiciaire, espérant que cela puisse inverser la tendance des décisions controversées liées aux droits des femmes. Elle a par ailleurs appelé de ses vœux la libération des Nicaraguayennes emprisonnées pour être féministes, a invoqué le souvenir des défenseuses des droits humains et de l'environnement qui ont perdu la vie dans la région en 2022, et a invité les pays à ratifier les conventions de l'Organisation internationale du Travail relatives à la lutte contre le harcèlement sexuel.

23. La Secrétaire exécutive de la CEPALC a déclaré que la reprise après la pandémie devra surmonter quatre défis structurels liés à l'inégalité entre les femmes et les hommes, qui ont des effets dévastateurs sur les femmes et sur la société dans son ensemble : l'inégalité socioéconomique et la pauvreté, la division du travail entre les femmes et les hommes et l'organisation sociale injuste des soins, la concentration du pouvoir, les modèles culturels patriarcaux, discriminatoires et violents, et la culture du privilège. Alors que les travailleurs en première ligne d'intervention sont très majoritairement des femmes, notamment dans les domaines de la santé, de l'enseignement, des soins, de l'innovation et de l'encadrement des communautés, peu de femmes dirigent des pays et prennent des décisions dans la sphère publique. Les femmes consacrent trois fois plus de temps que les hommes aux soins et travaux domestiques non rémunérés.

24. La Vice-Présidente de la République du Costa Rica a insisté sur la nécessité de créer des espaces décisionnels égalitaires, non seulement au sein des gouvernements, mais aussi dans tous les organes directeurs des Nations Unies, car la réappropriation par les femmes des espaces dans lesquels elles vivent et travaillent peut déclencher de grandes révolutions.

25. La Ministre des affaires étrangères de la République du Panama a déclaré qu'il était essentiel de prendre acte de la situation dans la région : la violence fondée sur le genre est une pandémie voilée, plus de 4 000 femmes étant victimes de féminicides chaque année, et les grossesses à l'adolescence sont un phénomène répandu. Elle a insisté sur la nécessité de parler d'une seule voix. Elle a salué et félicité les organisations de femmes et de féministes pour leur lutte sans répit contre la violence et les privilèges anachroniques.

26. La Directrice du Bureau régional de l'UNICEF pour l'Amérique latine et les Caraïbes a souligné les difficultés d'accès à l'éducation pendant la pandémie ainsi que l'aggravation des inégalités subies par les filles et les adolescentes au cours de la pandémie en raison de la recrudescence des mariages d'enfants, des violences sexuelles, de l'indisponibilité des services de santé sexuelle et reproductive, des grossesses non désirées, de la pauvreté, de la faim et de la transmission de maladies telles que le VIH/sida.

27. La Secrétaire générale de la Communauté des Caraïbes (CARICOM) a déclaré que pour les Caraïbes, il était urgent de tracer avec détermination la voie vers le

développement durable et de garantir la restructuration des systèmes sociaux, politiques et économiques de sorte que les femmes et les hommes aient un intérêt et un droit de parole égaux. L'insécurité, les déficits de gouvernance et les risques liés au climat, entre autres, ont des effets différents sur les femmes et sur les hommes, car les inégalités causées par des facteurs socioéconomiques, culturels et autres désavantagent les femmes. Les ménages dirigés par des femmes, qui représentent environ 40 % des ménages dans les Caraïbes, comptent davantage de membres, sont plus vulnérables à la perte de moyens de subsistance après une catastrophe et ont plus de difficultés à réintégrer le marché du travail. L'égalité des genres doit être un élément transversal dans toutes les questions d'intégration prioritaires de la CARICOM (marché unique, sécurité alimentaire et nutritionnelle, zone de paix, renforcement de la sécurité) et, pour concrétiser cette égalité, les principaux processus décisionnels à tous les niveaux doivent associer aussi bien les femmes que les hommes.

28. La représentante de Vecinas Feministas por la Justicia Sexual y Reproductiva en América Latina a fait part des inquiétudes de la société civile face à la stagnation économique et à la dégradation de tous les indicateurs sociaux, environnementaux et relatifs au travail en Amérique latine, ainsi qu'à l'expansion des propositions autoritaires et dictatoriales en matière de politique publique émises par divers gouvernements de la région, ce qui entraîne des reculs en matière de droits humains, notamment en matière de droits liés à la procréation.

29. La représentante de RedTraSex en République du Guatemala s'est félicitée de cette occasion de commémorer les femmes qui travaillent, dont beaucoup n'ont pas été couvertes par les mesures de protection sociale adoptées pour faire face à la pandémie. Elle a invité tous les pays à adopter des mesures de protection pour réduire la violence fondée sur le genre, à investir dans la prévention de la violence, la réponse à cette violence et l'assistance juridique gratuite, à mettre fin à l'impunité et à respecter les engagements pris en matière d'éradication de la violence et du harcèlement.

30. La Vice-Secrétaire générale de l'Organisation a déclaré que la Journée internationale des femmes était une occasion de mettre en lumière les progrès accomplis, de déterminer la voie à suivre et de renouveler les engagements en faveur de l'égalité des genres, fondation robuste et essentielle de la réalisation des objectifs de développement durable. Ce n'est qu'en plaçant les femmes et les filles au centre des efforts déployés qu'il sera possible de relever au mieux les défis mondiaux actuels et urgents. L'Agenda régional pour l'égalité des sexes a permis d'établir une marche à suivre ambitieuse et tenant compte des engagements des États membres, grâce aux efforts déployés par la société civile féminine et féministe de la région. Les avancées récentes en matière de droits des femmes et de parité dans certains pays et dans l'ensemble de la région sont porteuses d'espoir. La pandémie a accru les inégalités, a eu des répercussions négatives sur les droits et l'autonomie des femmes et a alourdi leur charge de travail en matière de soins, entraînant des revers incommensurables que le monde ne peut se permettre, alors qu'il ne reste que huit ans pour mettre en œuvre le Programme de développement durable à l'horizon 2030. Pour parvenir à un monde égalitaire et durable, il faudra que toutes les parties prenantes redoublent d'efforts et d'innovation et que l'on s'emploie davantage à inverser les inégalités de toutes sortes. L'intervenante a appelé à recentrer les efforts en faveur d'une égalité des genres réelle et irréversible, car lorsque les femmes ont la possibilité d'être aux commandes, tout le monde en tire des avantages.

31. La Ministre des femmes, du genre et de la diversité de la République argentine a annoncé que son pays accueillerait la quinzième session de la Conférence régionale sur les femmes de l'Amérique latine et des Caraïbes, qui porterait sur le thème des

soins, en novembre 2022. Elle a déclaré que la Conférence régionale et le Forum sont des espaces propices à la construction d'un discours politique commun, à l'examen de questions clés en vue de parvenir à un développement durable caractérisé par la redistribution et l'égalité, ainsi qu'à un échange d'avis en toute franchise sur les défis de l'égalité des genres. Il convient d'adopter des stratégies radicales pour démanteler les bases structurelles de l'inégalité entre les femmes et les hommes et bâtir des sociétés de services à la personne dans lesquelles le travail de soins est reconnu et rémunéré, et où le droit de fournir et de recevoir des soins est garanti. Tous les débats régionaux doivent reposer sur une approche transversale vis-à-vis de ces questions.

## Tables rondes

32. Les pays ayant exprimé le souhait que le Forum soit l'occasion d'une transmission de connaissances entre pairs, notamment dans le cadre d'examens volontaires, d'un partage de bonnes pratiques et d'échanges de vues sur les objectifs communs, cinq tables rondes ont été organisées pour permettre aux États membres du Forum et à d'autres parties prenantes de présenter et de partager leurs expériences et leurs difficultés dans la mise en œuvre du Programme 2030.

33. **La première table ronde, intitulée « Du développement en transition au développement pour l'action : vers une coopération internationale renouvelée au service du développement »**, a été introduite par le Ministre des relations extérieures et du culte de la République du Costa Rica, qui a déclaré qu'au vu des effets de la pandémie dans la région, il était impératif que la réponse multilatérale réponde pleinement aux besoins des pays en développement. Il est temps d'agir, en tenant compte des différentes vulnérabilités et des multiples dimensions intrinsèques au développement. Le développement en transition, concept développé par la CEPALC, la Commission européenne et le Centre de développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques, doit être compris comme une démarche positive qui renforce les initiatives de développement des pays grâce à de nouveaux instruments qui ne sont pas nécessairement financiers et qui soutiennent les stratégies régionales et nationales au moyen de l'assistance technique, du transfert de connaissances et de l'adaptation des bonnes pratiques, ainsi que de la constitution du capital humain. Le Costa Rica a encouragé la création d'un indice de pauvreté multidimensionnelle censé permettre de déterminer plus précisément les besoins des pays et, ainsi, de prendre des décisions et des mesures adaptées au bien-être de leur population.

34. Le Secrétaire exécutif adjoint de la CEPALC a fait une présentation décrivant les principales priorités et actions pour la période suivant la pandémie en adoptant la perspective du développement en transition. Il a rappelé le processus qui a donné naissance à ce concept : la sortie des premiers pays d'Amérique latine et des Caraïbes de la catégorie des pays les moins avancés (PMA), les différentes répercussions de la crise de 2008, qui ont mis en lumière les vulnérabilités et les défis structurels, et la prise de conscience, par les pays de la région et de l'Union européenne, de la nécessité de repenser le cadre de la sortie de la catégorie des PMA, en tenant compte des vulnérabilités existantes. Le concept de développement en transition offre également une plateforme de dialogue pour une coopération renouvelée avec l'Amérique latine et les Caraïbes, allant au-delà du PIB et tenant compte des besoins et des points forts des pays de la région. Il convient de repenser la coopération et l'architecture financière multilatérale de fond en comble. Les priorités à l'issue de la pandémie, dans le cadre d'un développement en transition, devraient être de garantir les ressources nécessaires à la reprise (l'allègement de la dette étant fondamental) et d'orienter les démarches vers l'élaboration d'un système financier international pour le développement, ainsi que de construire des partenariats fondés sur les objectifs du

Programme 2030 et les objectifs de développement durable, dont les indicateurs constituent d'ores et déjà un cadre multidimensionnel sur lequel axer les priorités de coopération.

35. Les intervenants ont observé que le développement en transition était lié, d'une part, à une faible mise en relation du revenu et des variables non monétaires et, d'autre part, au fait que plus le niveau de revenu augmente, plus il est difficile d'accéder à des financements pour faire avancer le développement. Le modèle de l'Amérique latine et des Caraïbes repose sur l'accumulation des facteurs, et il convient de passer à un modèle fondé sur la productivité, l'innovation et une meilleure répartition des ressources. Cependant, pour mener à bien cette transition, les institutions doivent s'adapter et créer des conditions favorables. Les pays qui sont sortis du piège du revenu intermédiaire et qui ont réussi à passer à un niveau de revenu plus élevé ont tendance à afficher de meilleurs indicateurs de gouvernance : moins de corruption, des systèmes judiciaires plus fiables, une plus grande transparence et une meilleure participation de la société civile. Le multilatéralisme pourrait favoriser ce passage à l'action. Certains instruments, tels que les prêts, la coopération ou les accords internationaux, pourraient permettre de remédier à l'inégalité des rapports de force entre les élites et les citoyens et de créer des espaces alternatifs pour la résolution des conflits ainsi que de mettre en place des coalitions pour le changement qui conduiraient à des accords entre les parties prenantes. Le succès d'un tel changement structurel créerait les conditions nécessaires à la réalisation de nombreuses autres transitions.

36. **La deuxième table ronde, intitulée « Suivi statistique, quantitatif et territorial de la réalisation des objectifs de développement durable »**, était modérée par le Secrétaire exécutif adjoint de la CEPALC. Le Chef de la Division de statistique de la CEPALC a décrit la manière dont les données statistiques permettant de suivre les progrès dans la réalisation des objectifs de développement durable étaient organisées et présentées dans la base de données CEPALSTAT et sur la plateforme régionale de connaissances sur la mise en œuvre du Programme 2030 en Amérique latine et dans les Caraïbes (SDG Gateway)<sup>4</sup>, créée par les institutions spécialisées, fonds et programmes des Nations Unies pour assurer le suivi du Programme 2030. Il a donné un aperçu de la progression dans l'élaboration de ces outils, s'attardant sur la création de la plateforme régionale de connaissances en 2019 et de l'Observatoire de la COVID-19 en Amérique latine et dans les Caraïbes en 2020, ainsi que sur la mise à jour de CEPALSTAT en 2021, qui comprend désormais un géoportail permettant la visualisation et le suivi de tous les indicateurs des 169 cibles des objectifs de développement durable. Dans chaque cas présenté, l'intervenant a décrit le type de données collectées par la plateforme, les sources de données et la manière dont elles peuvent être consultées. En ce qui concerne CEPALSTAT, il a précisé que les données étaient ouvertes,interopérables, intégrées et comparables, permettant de visualiser les informations par rapport au territoire, comme le prévoit la Stratégie du Secrétaire général pour l'exploitation des données par tout le monde, partout.

37. Les intervenants ont observé que les plateformes présentées sont des outils puissants pour la prise de décision fondée sur le suivi des objectifs de développement durable, qui permettent de visualiser où en sont les pays, la trajectoire qu'ils empruntent et les différences au sein de la région. Ces plateformes représentent un point de rencontre pour les pays. L'intégration de profils nationaux et régionaux associés à certains des principaux indicateurs dans une visualisation unique permet de fournir des données précieuses aux spécialistes et des renseignements appropriés aux citoyens. En ces temps de reconstruction des modèles de développement, les

<sup>4</sup> <https://agenda2030lac.org/en>.

statistiques sont devenues une priorité, mais le débat autour du concept de développement en transition a démontré qu'il convient de progresser sur les formes de mesure afin d'obtenir des mesures plus précises, par exemple au niveau infranational. Pour ce faire, il est indispensable de renforcer les capacités des organismes de statistique.

38. **La troisième table ronde, intitulée « Les catastrophes naturelles et les effets inégaux des changements climatiques dans les Caraïbes »**, était modérée par la Directrice du siège sous-régional de la CEPALC pour les Caraïbes. La modératrice a déclaré que cette table ronde, consacrée à l'examen des défis uniques que rencontrent les pays de la sous-région, était une expression intégrale de l'initiative « El Caribe primero » de la CEPALC. Cette discussion a mis en lumière la détermination de la CEPALC à explorer en profondeur les graves problèmes qui entravent la trajectoire de développement des Caraïbes et à analyser le plus largement possible la réponse stratégique à apporter à ces préoccupations. Les catastrophes naturelles sont l'un des aspects centraux de la vulnérabilité multidimensionnelle des Caraïbes. En 2021, alors que la sous-région luttait pour faire face aux effets de la COVID-19, elle a dû affronter tous les chocs naturels possibles. Trouver le meilleur moyen d'atténuer et de maîtriser l'impact de ces catastrophes en planifiant et en investissant dans la résilience devait être au cœur d'une stratégie de développement durable efficace pour les Caraïbes. Il s'agit toutefois d'un défi de taille pour les pays à revenu intermédiaire, qui ne peuvent généralement pas bénéficier de financements accordés à des conditions préférentielles et sont confrontés à la persistance d'une croissance faible, à une baisse de l'aide publique au développement et des investissements étrangers directs, à des niveaux d'endettement élevés et croissants et à une conjoncture financière internationale peu favorable. La table ronde a permis d'examiner la meilleure façon de recommander aux gouvernements des Caraïbes, avec le soutien des communautés régionales et internationales, des stratégies visant à renforcer de manière notable et pratique la résilience de cette sous-région. Outre ces impératifs, il est essentiel de renforcer la résilience des institutions nationales et la capacité de production des Caraïbes.

39. Les intervenants ont observé que les changements climatiques risquent de compromettre le développement et la prospérité futurs de la sous-région des Caraïbes et qu'il est nécessaire d'intervenir dans trois domaines : la biodiversité, la rareté de l'eau et l'incidence des changements climatiques sur le secteur du tourisme. Deux impératifs cruciaux ont ainsi été abordés : l'action visant à remédier au surendettement résultant de la vulnérabilité inhérente des petits États insulaires en développement (PEID) des Caraïbes et la nécessité de diversifier le secteur productif vers des activités garantissant une meilleure résilience aux changements climatiques, ce qui implique d'importants investissements dans la technologie et le capital humain. Pour l'avenir, il convient de se concentrer davantage sur la gestion globale des risques de catastrophe afin de lutter contre les causes profondes de la vulnérabilité aux catastrophes et aux changements climatiques dans la sous-région, de sensibiliser davantage le public aux changements climatiques et à leurs conséquences et de promouvoir des changements de comportement au sein de la société, d'assurer une plus grande collaboration entre les organisations intergouvernementales, les gouvernements régionaux, la communauté scientifique, les entreprises et les communautés pour comprendre les risques complexes et prendre des décisions éclairées en matière de gestion des risques, de continuer à élaborer des solutions axées sur le marché, telles que l'assurance paramétrique pour se protéger contre les phénomènes météorologiques extrêmes et les pertes liées aux événements météorologiques, et d'améliorer la coopération multilatérale pour financer l'adaptation aux changements climatiques et renforcer les capacités d'adaptation dans la région. Il est important de disposer d'un indice de vulnérabilité multidimensionnelle et de pouvoir accéder à des financements à des conditions



préférentielles. Or, certains pays n'ont pas accès aux donateurs, les priorités de ces derniers étant souvent incompatibles avec les programmes nationaux. Il convient de remédier au manque de données et de capacités techniques pour pouvoir prendre des décisions fondées sur des données d'observation. Il est également nécessaire d'améliorer le partage des données. Des initiatives régionales proactives ont été mises en place dans plusieurs domaines, tels que la gestion des risques, la sécurité alimentaire et l'achat groupé de médicaments pendant la pandémie. Les décisions d'investissement, notamment en ce qui concerne la reprise après la crise de la COVID-19, doivent intégrer des initiatives durables.

40. **La quatrième table ronde, intitulée « Conservation et utilisation durable de la biodiversité pour une reprise durable : défis et perspectives pour l'Amérique latine et les Caraïbes »**, était modérée par la Directrice de la Division des ressources naturelles de la CEPALC. Cette dernière a affirmé que la biodiversité est fondamentale, car c'est d'elle que dépendent les ressources vivrières et les services écosystémiques qui permettent à l'humanité d'exister. Bien que l'immense biodiversité de la région en soit l'une des principales caractéristiques, les gouvernements ont souvent entretenu une relation négative avec la nature, sans rattacher correctement l'action présente aux effets à long terme. Au sein du secteur privé et de la société civile, on relève de bonnes pratiques, mais aussi des leçons qui n'ont pas été apprises et des erreurs qui sont reproduites, comme la surexploitation des ressources, la pollution et l'acidification des écosystèmes marins ainsi que la déforestation. L'insuffisance des ressources consacrées à l'environnement, le caractère embryonnaire et insuffisant du cadre institutionnel environnemental et les lacunes en matière de gouvernance observés dans la plupart des pays de la région entravent la réalisation des objectifs du Programme 2030. L'objectif de la table ronde était donc d'examiner, à partir des expériences des gouvernements, des organismes, du secteur privé et de la société civile, la manière de recenser les possibilités existantes et de relever les défis susmentionnés.

41. Le principal message qui ressort des déclarations des intervenants est que la perte de biodiversité entraîne directement une perte de bien-être humain : la perte de biodiversité est généralement associée à des phénomènes tels que les changements climatiques, la désertification et la pollution, mais aussi à des problèmes en matière de pauvreté, de santé, d'éducation et de développement. Les données indiquent que les objectifs d'Aichi relatifs à la diversité biologique n'ont pas été atteints à l'échéance fixée (2020) et que les objectifs du Programme 2030 risquent clairement de ne pas être atteints non plus. Pour éviter cela, il est nécessaire, tout d'abord, de reconnaître les erreurs commises. Il existe cinq facteurs directs de perte de biodiversité (changements d'utilisation des terres et des océans, exploitation des espèces, changements climatiques, pollution et introduction d'espèces exotiques envahissantes), mais ces facteurs reposent eux-mêmes sur des causes profondes, à savoir les valeurs et les comportements sociaux, et le désir individuel d'accumulation de richesse. Les intervenants ont fréquemment évoqué la nécessité de travailler ensemble à partir des différents espaces décisionnels. Les réformes institutionnelles pourraient associer les divers secteurs, abattre les cloisons entre les différents ministères et permettre une meilleure coordination, notamment entre les gouvernements nationaux et infranationaux, afin d'améliorer la planification et la gestion de l'aménagement du territoire. Les gouvernements ont été invités à promouvoir les travaux en cours ainsi que le dialogue et les liens entre les différents organismes – par exemple le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) et la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES) – afin d'établir un cadre cohérent pour la protection de la biodiversité.



42. **La cinquième table ronde, intitulée « Éducation et égalité des genres : les droits humains au cœur du Programme de développement durable à l'horizon 2030 »**, était modérée par le Directeur de la Division du développement social de la CEPALC. Le modérateur a décrit les effets de la pandémie en termes d'aggravation des inégalités entre les genres et de reculs dans le domaine de l'éducation. Il s'agit non pas d'une urgence, mais d'une crise sanitaire prolongée, dont les effets sur la pauvreté, les inégalités, le chômage, le travail informel et l'éducation seront difficiles à inverser. Cette crise offrait une occasion historique de repenser et de restructurer les systèmes éducatifs afin de s'orienter vers des systèmes éducatifs résilients, inclusifs et de qualité, en tenant compte de l'égalité des genres. La pandémie a entraîné un recul sans précédent de l'autonomie économique, physique et décisionnelle des femmes. Les signes de reprise économique montrent que la structure productive est fondée sur une division du travail fondée sur le sexe, qui reproduit les modèles d'inégalité. Si le modèle de développement actuel reste inchangé, la croissance ne se traduira pas nécessairement par une amélioration des conditions de vie des femmes.

43. Les intervenants ont souligné que la pandémie a provoqué la pire crise éducative de l'histoire, avec des retombées considérables et profondes à tous les niveaux. En plus de l'interruption des cours en présentiel, les problèmes relevés comprennent le manque de connectivité et l'accès limité aux services liés à l'éducation, tels que les repas scolaires et la prévention en matière de santé. Ces problèmes ont eu des conséquences en termes de perte d'apprentissage, de santé mentale, de grossesse à l'adolescence et de violence fondée sur le genre. La nécessité d'allouer davantage de fonds pour accélérer les progrès en ce qui concerne les résultats scolaires a également été mise en avant, les intervenants ayant réclamé l'intensification du dialogue entre les institutions ainsi qu'une participation plus conséquente des différentes parties prenantes. Bien que les ressources ne soient pas suffisantes pour résoudre les problèmes qui perdurent depuis longtemps, il sera impossible d'avancer à la vitesse requise sans mobiliser davantage de ressources. Il est par ailleurs indispensable d'intégrer la prise en compte des questions de genre dès l'enseignement primaire, afin de promouvoir le changement culturel au sein des nouvelles générations, y compris par l'élaboration de nouveaux concepts de masculinité, avec un meilleur partage des responsabilités et la réduction de la violence fondée sur le genre, ainsi que par l'intégration de l'éducation sexuelle et de l'éducation à la mobilité sociale et à l'avenir du travail. L'égalité des genres est fondamentale pour assurer un développement qui place la durabilité de la vie humaine et de la planète au cœur de ses préoccupations. Pour faciliter et promouvoir le rôle des femmes dans le développement durable, il est urgent d'opérer un changement culturel et structurel, dans lequel l'éducation joue un rôle central.

44. **La séance d'apprentissage par les pairs intitulée « Reconstruire en mieux après la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), tout en avançant sur la voie d'une mise en œuvre intégrale du Programme de développement durable à l'horizon 2030 »**, était modérée par la Directrice de l'Institut latino-américain et des Caraïbes de planification économique et sociale (ILPES). La modératrice a indiqué que cette séance, pensée comme un espace de réflexion collective, était une nouveauté du Forum, née du travail d'une communauté de pratique, avec la participation des équipes techniques des pays et des entités du système des Nations Unies, pour aider les pays à préparer leurs examens nationaux volontaires. L'exercice de l'examen national volontaire favorise les partenariats entre les acteurs du développement et facilite la réflexion entre différentes parties et à plusieurs niveaux en vue d'une approche coordonnée et cohérente de la mise en œuvre des objectifs de développement durable. Les huit pays représentés lors de la séance présenteront leurs examens au forum politique de haut niveau pour le développement durable en 2022.

(il s'agira du premier examen pour la Dominique, la Grenade, Saint-Kitts-et-Nevis et le Suriname, du deuxième examen pour El Salvador et la Jamaïque, du troisième examen pour l'Argentine et du quatrième examen pour l'Uruguay).

45. Malgré les défis du contexte actuel, les intervenants ont réaffirmé leur engagement envers le Programme 2030 et ont déclaré qu'il était important de maintenir l'exhaustivité des politiques publiques pour atteindre les objectifs de développement durable, de suivre et d'évaluer les résultats obtenus en ce sens, et d'effectuer les démarches de reddition de comptes correspondantes. Le succès de la mise en œuvre des objectifs de développement durable dépendra de la qualité des actions entreprises par les pays. Les examens nationaux volontaires sont considérés comme un instrument très précieux, et les participants ont mentionné l'importance de s'employer à résoudre les problèmes de communication avec les communautés pour garantir la pleine participation de toutes les parties prenantes à la préparation des rapports. Cette démarche est essentielle pour obtenir des informations précises sur les progrès réalisés et la situation dans chaque secteur, pour recenser les lacunes et pour prendre des mesures afin de recentrer les mesures adoptées. Ce qui n'est pas mesuré ne peut pas être évalué, et ce qu'il est impossible d'évaluer ne peut pas être amélioré. Le traitement statistique des informations est donc fondamental dans ce processus. Les participants ont par ailleurs évoqué le travail en collaboration avec les parties prenantes infranationales ainsi que la possibilité de leur fournir une formation et des conseils pour les aider à préparer leurs examens locaux volontaires. Cet exercice met en lumière d'autres défis, car il permet d'identifier non seulement des points forts, mais aussi des points faibles, et il n'est possible de relever ces défis que par des démarches collaboratives et participatives, par des partenariats public-privé et par une coordination interinstitutionnelle et intersectorielle.

### **Contribution du système des Nations Unies pour le développement durable en Amérique latine et dans les Caraïbes**

46. Cette séance était modérée par le Directeur régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes du Bureau de la coordination des activités de développement (BCAD) de l'Organisation des Nations Unies. Le rapport 2021 sur les résultats de la Plateforme de collaboration régionale pour l'Amérique latine et les Caraïbes<sup>5</sup> a été présenté par la Secrétaire exécutive de la CEPALC et le Directeur régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), en leur qualité de Vice-Présidents de ladite plateforme. Ce rapport était fondé sur trois recommandations spécifiques : renforcer la transparence, consolider la responsabilité et améliorer la gestion axée sur les résultats. L'objectif était d'aligner les travaux du système des Nations Unies de manière à soutenir les États membres dans le relèvement après la pandémie de COVID-19. Pour parvenir à un meilleur alignement, des coalitions thématiques et des groupes de travail interinstitutionnels ont été créés. Entre autres objectifs, la Plateforme de collaboration régionale cherche à établir des liens entre les questions humanitaires et les questions de développement, à faciliter une gestion plus efficace, à concevoir des supports de connaissance pertinents pour les États membres, à faciliter la fourniture de conseils pratiques, à mener une collaboration interinstitutions (par exemple dans les domaines de l'éducation et du travail) et à examiner les questions transfrontalières. Les thèmes abordés conjointement sont les suivants : les changements climatiques et la résilience, la criminalité et la violence, la croissance inclusive, le financement du développement,

<sup>5</sup> Voir [en ligne] [https://foroalc2030.cepal.org/2022/sites/foro2022/files/2022-03-07\\_reporteresultados\\_2021.pdf](https://foroalc2030.cepal.org/2022/sites/foro2022/files/2022-03-07_reporteresultados_2021.pdf).

la gouvernance et les institutions, et la mobilité humaine. Une perspective régionale a été élaborée et des positions stratégiques communes ont été adoptées sur des questions telles que l'égalité des genres, l'inclusion numérique, la transition énergétique et la sécurité alimentaire. Les Vice-Présidents ont déclaré qu'il importe de soutenir les coordonnatrices et coordonnateurs résidents et les équipes de pays ainsi que de relier les actions entreprises au niveau du système avec les organismes intergouvernementaux. Le rapport montre que les inégalités structurelles sociales, économiques et environnementales se sont accrues dans la région, que les populations les plus touchées sont les plus vulnérables (femmes, jeunes, migrants, réfugiés, personnes d'ascendance africaine) et que la région est exposée au risque d'une décennie perdue. Les Vice-Présidents de la Plateforme de collaboration régionale ont détaillé certains types de soutien fourni par la Plateforme aux équipes de pays par l'intermédiaire de différentes initiatives régionales. Les programmes mondiaux doivent être adaptés aux niveaux régional et local. Le système des Nations Unies doit poursuivre ses efforts pour établir des partenariats stratégiques en dehors de l'Organisation, avec la société civile et le secteur privé. En ce qui concerne les coalitions thématiques, on relève certaines initiatives spécifiques sur les changements climatiques et la résilience, sur la criminalité et la violence, et sur la croissance inclusive, et d'importants travaux ont été accomplis dans le domaine de la mobilité humaine. Un groupe thématique a été créé sur le financement du développement et des actions très ciblées ont été menées dans les domaines de la gouvernance et des institutions. Deux thèmes transversaux concernent tous les groupes thématiques : i) le genre et l'autonomisation des femmes et des filles ; et ii) les jeunes. Au cours de l'année, trois domaines de travail ont été ajoutés : les systèmes alimentaires, l'urbanisation et le VIH/sida. Pour l'avenir, des priorités ont été fixées en ce qui concerne les domaines d'action de la prochaine période et il a été décidé d'aborder les inégalités économiques et sociales, les questions environnementales de l'action climatique, le renforcement des systèmes de gouvernance et l'appui aux transitions en matière de connectivité, d'énergie et de systèmes alimentaires. Pour répondre à ces priorités, il conviendra de prendre en considération certaines demandes susceptibles d'évoluer dans un contexte d'incertitude et d'être prêt à y répondre, de tenir compte des questions transfrontalières, de continuer à mettre l'accent sur le rôle de la sensibilisation et de la communication, de continuer à travailler avec les organes intergouvernementaux régionaux, et de mettre en relation le niveau mondial et le niveau local.

### **Conclusions et recommandations arrêtées au niveau intergouvernemental lors de la cinquième réunion du Forum des pays d'Amérique latine et des Caraïbes sur le développement durable**

47. Les conclusions et recommandations arrêtées au niveau intergouvernemental lors de la cinquième réunion du Forum des pays d'Amérique latine et des Caraïbes sur le développement durable ont été adoptées. Elles avaient auparavant été soumises aux pays dans le cadre d'une série de consultations organisées par le Gouvernement costaricien, pays assurant la présidence du Forum, par l'intermédiaire de la Mission permanente du Costa Rica auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York. Lors de l'adoption des conclusions et recommandations, la présidence a remercié les délégations pour leur participation au processus de consultation et pour la souplesse dont elles ont fait preuve à cette occasion.